Bolivie : tournant à 180 degrés de la politique étrangère

samedi 29 février 2020, par LONG Guillaume (Date de rédaction antérieure : 26 février 2020).

Añez, sénatrice peu connue dont le parti n'a obtenu que 4 % des voix aux dernières élections législatives, a été intronisée après qu'un coup d'État ait renversé le président démocratiquement élu Evo Morales le 10 novembre. Il est très vite apparu que son manque de légitimité démocratique ne l'empêcherait pas d'agir comme si elle était en possession d'un mandat populaire pour diriger le pays et faire entrer celui-ci dans une ère nouvelle. Plutôt que de jouer le rôle d'une présidente intérimaire prudente (ainsi que l'ont qualifiée les partisans du coup d'État), qui chercherait à garantir le fonctionnement ordinaire des institutions en vue de la tenue d'élections dans les plus brefs délais, elle a choisi de régner.

Après avoir juré plusieurs fois qu'elle ne se présenterait pas aux prochaines élections, Añez a finalement annoncé sa candidature le 24 janvier. Les candidats à la présidentielle Carlos Mesa et Jorge Quiroga, entre autres représentants des élites boliviennes, ont exprimé leur mécontentement à l'égard de ce revirement. Sa présence allait encore davantage diviser la droite dans le contexte d'une course électorale surchargée, dans laquelle le candidat du Mouvement vers le Socialisme (MAS), le parti de Morales, est largement en tête. Les soutiens du coup d'État, à l'intérieur et à l'extérieur de la Bolivie, redoutent que les ambitions politiques d'Añez ne discréditent leur argumentaire selon lequel le coup d'État est le fait d'acteurs désintéressés, dévoués à la cause de la « démocratisation » de la Bolivie et non à leur avancement personnel.

L'internationalisation de la politique intérieure

Dans cette restauration conservatrice bolivienne, il existe un lien indissoluble entre la politique étrangère et la persécution intérieure du MAS et de ses leaders. Le gouvernement issu du coup d'État souhaite arrêter Morales pour « terrorisme » et « sédition ». Des dizaines de représentants du gouvernement Morales et de leaders du MAS ont fui leur pays ou réclamé l'asile auprès de représentations diplomatiques, quand ils n'ont pas été arrêtés. Dans les 24 heures qui ont suivi l'annonce effectuée par le MAS de son candidat à la présidentielle en la personne de l'ex-ministre des finances Luis Arce, le gouvernement *de facto* a officialisé des accusations de « corruption » contre Arce ; lorsqu'il a remis les pieds en Bolivie, ce dernier a reçu une assignation à comparaître avant même de pouvoir passer la douane. Un ancien ministre et un directeur de cabinet, à qui le ministère des Affaires étrangères bolivien avait garanti un sauf-conduit depuis l'ambassade mexicaine pour aller à l'aéroport et quitter le pays, ont été arrêtés et malmenés. Ce n'est que grâce à la dénonciation internationale de cette extraordinaire violation du droit international – et de la stupéfiante schizophrénie consistant à leur octroyer un sauf-conduit avant de les emprisonner une fois qu'ils se trouvent hors de leur sanctuaire diplomatique – que le gouvernement bolivien les a finalement relâchés.

Le responsable de la résurgence de la « guerre intérieure » – la tristement célèbre doctrine nationale de sécurité des dictatures militaires latino-américaines des années 60 et 70 – est le

ministre de l'Intérieur Arturo Murillo. Il ne fait pas mystère de ses alliances internationales destinées à éradiquer éléments subversifs et terroristes : « Nous avons invité [les Israéliens] pour nous aider. Ils ont l'habitude d'affronter des terroristes. Ils savent comment prendre les choses en main. »

En ce qui concerne les nombreuses dénonciations de violation des droits de l'Homme qui découlent de telles méthodes, elles sont, pour Patricio Aparicio, l'ambassadeur d'Añez à l'Organisation des États américains, de simples « mensonges et contre-vérités ». Aparicio désigne le rapport de la Commission interaméricaine des droits humains, et sa dénonciation du massacre de Senkata, comme le simple produit des machinations des « consultants et des opérateurs issus d'un certain internationalisme de gauche, implantés dans de nombreuses institutions interaméricaines, et qui ne sont pas intéressés par la vérité ».

Dans la continuité du déni de violation des droits humains, le gouvernement Añez a pris des mesures de rétorsion contre les gouvernements qui tenaient des positions proactives de défense des Boliviens victimes d'abus. Jorge Quiroga, le « représentant international » d'Añez, qui a finalement démissionné en janvier pour lancer sa propre campagne présidentielle, a qualifié le président mexicain Andrés Manuel López Obrador de « lâche », de « brute » et de « scélérat » pour avoir octroyé l'asile à Evo Morales. Bien loin de désavouer la franchise de son représentant, moins d'une semaine après les insultes fleuries de Quiroga, Añez a renvoyé l'ambassadeur mexicain ainsi que le consul et chargé d'affaires espagnol, pour le rôle de leur gouvernement dans la protection d'anciens représentants boliviens menacés de persécution.

Un autre différend eut lieu avec le nouveau gouvernement de gauche argentin qui accorda l'asile à Morales. Qu'Añez, présidente issue d'un coup d'État, décriât publiquement le jour de son investiture Alberto Fernández, président argentin démocratiquement élu, parce qu'il n'aurait « aucun respect pour la démocratie » , était plus qu'ironique…

Un voisin amical

Le contexte international a joué un rôle décisif dans la radicalisation de la croisade d'Añez contre la gauche. Le gouvernement brésilien, pour sa part, a fourni de l'aide et des encouragements. Le ministre des Affaires étrangères israélien a confirmé le rôle influent du Brésil, en reconnaissant « l'aide du président brésilien [Jair Bolsonaro] et de son ministre des Affaires étrangères » dans le rétablissement des relations entre Israël et la Bolivie, sans oublier de souligner l'importance du coup d'État : « Le départ du président Morales, qui était hostile à Israël, et son remplacement par un gouvernement ami d'Israël, a permis la réalisation de ce processus ».

Si l'on fait abstraction des enjeux israéliens, il ne fait aucun doute que le président brésilien est ravi des récents événements qui ont secoué la Bolivie voisine. Là où Bolsonaro est un catholique qui a reçu le soutien de nombreuses églises évangéliques conservatrices pour son élection de 2018, Añez, pour sa part, en est la version évangéliste et dévote d'extrême-droite, avec un manque d'affection prononcé pour les évolutions progressistes ou l'histoire de la séparation de l'Église et de l'État en Amérique.

Bolsonaro a tenté d'aider Añez de nombreuses façons, en assouplissant, par exemple, les règles d'importation de gaz bolivien. En décembre 2019, le contrat de Petrobras avec l'YPFB (l'entreprise de pétrole et de gaz de l'État bolivien) arriva au terme de ses 20 ans. Les négociations eurent lieu dans le contexte d'une baisse rapide de la demande brésilienne pour le gaz bolivien, qui était en stagnation avant le coup d'État. En décembre, cependant, Petrobras a conclu un accord temporaire avec l'YPFB, ce qui accordé au gouvernement bolivien une marge de manœuvre bienvenue, dans l'attente de la finalisation d'un contrat à plus long terme. En janvier, le ministre brésilien des Mines

et de l'Énergie est allé plus loin en garantissant à l'YPFB le droit d'importer et de vendre du gaz sur le marché brésilien, en accord avec la volonté plus large de Bolsonaro de mettre un terme au monopole de Petrobras sur les importations de gaz au Brésil. Bien que des quotas sur la quantité de gaz bolivien entrant librement sur le marché vont rester en place, ils sont voués à être revus à la hausse chaque année.

La rupture avec Cuba

Le Brésil a aussi mené la danse en montrant l'exemple. En rompant avec les tabous en politique étrangère, en utilisant un langage provocateur, en s'érigeant contre le consensus libéral communément admis et en dénonçant le multilatéralisme, assimilé à du « marxisme culturel », Bolsonaro, tout comme Trump, a permis à de petits États de se faire les émules de ces comportements et politiques extrémistes. La détérioration des relations avec Cuba entamée depuis l'élection de Bolsonaro, justifiée par une rhétorique grandiloquente, en est une bonne illustration. Quand Bolsonaro s'est attaqué au programme cubain « More doctors » en déclarant qu'il y avait « un grand nombre de terroristes parmi eux » et que Cuba a rapatrié huit mille médecins du Brésil, il a ouvert la voie à la mise en place de mesures similaires par d'autres pays. En novembre 2019, l'Équateur et la Bolivie ont tous deux mis un terme à leur coopération sanitaire avec l'île et les médecins cubains ont été rapatriés depuis les deux pays andins avant même la fin de l'année.

En 2019, le Brésil était l'un des trois pays à soutenir l'embargo américain contre Cuba lors du vote de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce faisant, le gouvernement Bolsonaro rompait avec la tradition historique de multilatéralisme du Brésil et son opposition de longue date à la coercition économique infligée par les États-Unis contre l'île. Añez, cependant, est allée encore plus loin : le 24 janvier 2020, le gouvernement bolivien annonçait qu'il mettait fin aux relations diplomatiques avec l'île. La Bolivie est à présent le seul pays de l'hémisphère occidental qui n'entretient plus de relation diplomatique avec Cuba, et l'un des trois seuls au monde (avec la Corée du Sud et Israël).

Pendant des décennies, Cuba a cherché à s'éloigner des anciens clivages diplomatiques issus de la Guerre froide. N'hésitant pas à s'exprimer lorsqu'il se sent bafoué ou lorsque des alliés proches sont menacés ou renversés, le gouvernement cubain a cependant toujours cultivé une approche prudente à l'égard de ses potentiels adversaires. La rupture diplomatique entre la Bolivie et Cuba semble d'un autre âge.

Même l'administration Trump, qui a ressuscité l'article 3 de la loi Helms Burton pour imposer une pression économique encore plus importantes sur l'île, n'a pas encore mis fin aux relations diplomatiques rétablies avec Cuba sous le gouvernement précédent. Cela ne veut pas dire que l'attitude d'opposition frontale de la Bolivie à l'égard de la gauche latino-américaine n'est pas encouragée de tout cœur par Washington. L'influence de Marco Rubio sur toutes les machinations – ou erreurs de calcul – en Amérique latine de la campagne présidentielle de Trump n'a eu de cesse d'alimenter une position toujours plus agressive de l'administration américaine envers cette région. En dernière instance, la réactivation d'une politique de Guerre froide en Bolivie est le signe d'un bond en arrière vers un passé sombre et antidémocratique qui colle parfaitement avec la vision monroeiste de Trump à l'égard de l'Amérique latine, considérée comme « l'arrière-cour » des États-Unis sur la scène internationale.

Ces derniers jours, la ministre des Affaires étrangères d'Añez, Karen Longaric, a été chaleureusement accueillie par le secrétaire d'État américain Mike Pompeo. Le secrétaire général de l'OEA Luis Almagro lui a emboîté le pas, et Longaric a rendu hommage à son « rôle crucial pour la défense de la démocratie et de l'État de droit », avant de lui accorder son soutien officiel pour sa réélection à la tête de l'organisation.

L'OEA a joué un rôle crucial dans le sabotage de l'élection d'octobre 2019 et dans l'alimentation du récit fallacieux d'élections frauduleuses, qui a grandement contribué au renversement de Morales. Longaric a ensuite donné une conférence, dans le cadre du Dialogue interaméricain, dédiée à l'importance d'adhérer à une politique étrangère « non idéologique ». Ce même après-midi, les relations avec Cuba ont été rompues. Durant l'événement, Longaric n'a été confrontée à aucune question dérangeante…

Depuis son improbable rôle de présidente intérimaire émergeant de l'obscurité à celui de candidate à la présidentielle disposant d'un nombre croissant d'alliés internationaux, Añez est parvenue à faire de sa politique étrangère zélée le pilier de sa stratégie politique avec un indéniable succès. Dans un contexte régional et international où l'appartenance à l'extrême-droite, loin d'être marginale, est devenue politiquement rentable, que Jeanine Añez se sente si enhardie n'a rien de surprenant…

Guillaume Long

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Guillaume Long , Center of Economic and Policy Research, 19 février 2020

http://alter.quebec/bolivie-tournant-a-180-degres-de-la-politique-etrangere/

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : plateformealtermondialiste gmail.com